

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: LAncester 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

La politique de M. Bennett

L'honorable M. Bennett, le chef de l'Opposition, lors de son discours à la salle du marché de Maisonneuve, jeudi dernier, continue à suggérer une session spéciale du Parlement canadien...

On peut donc en conclure que l'hon. M. Bennett n'a encore trouvé aucun remède "politique" capable de faire disparaître la crise du chômage qui sévit — comme nous le disions dans notre dernier article du 21 juin — n'est pas seulement une situation spéciale au Canada mais un "mal économique" qui sévit dans le monde entier...

Le seul point saillant de cette assemblée de Maisonneuve fut les trois questions proposées à l'hon. M. Bennett, par M. William Tremblay, M.P.P., qui présidait l'assemblée, soit les suivantes:

- 1. Serez-vous en faveur de donner à tout le pays la pension de vieillesse... 2. Etes-vous prêt, avant d'aller à Londres, à résoudre la question du chômage au Canada? 3. Etes-vous prêt à déclarer à cette assemblée qu'à l'avenir tous les navires construits pour le compte du gouvernement canadien...

A la première question, M. Bennett répond: "Le gouvernement fédéral pourrait fort bien assumer toute la dépense pour les pensions de vieillesse..."

C'est une réponse bien évasive. "Cela n'affecterait pas la constitution", simple question d'opinion légale à laquelle le Conseil privé pourrait bien répondre dans la négative...

A la seconde question, il réitére qu'il convoquera une assemblée spéciale du Parlement canadien afin de prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Il suggère toutefois la construction d'une route transcontinentale, des embranchements de chemins de fer, etc.

Enfin, à la question relative à la construction des navires au Canada, il dit que cela aussi pourrait se faire au Canada afin de donner du travail.

Pourquoi cette reconstitution?

Après des alternatives de découragements et d'espoirs, à la vue du temps qui se chagrinaient et des quelques larmes chaudes qui tombaient du ciel sur les visages anxieux qui l'interrogeaient, les milliers de personnes qui attendaient sur leurs durs sièges depuis le matin que la procession daignât passer, ont reçu un coup au coeur en attendant les détonations du canon qui annonçaient que le cortège se mettait en branle...

Un quelq'un qui lui demandait anxieusement: "Va-t-elle enfin venir, la procession?" Un gros constable, qui se tenait à quatre pour ne pas tomber avec son bâton dans le tas, lui répondit: "Nom d'un chien, j'ai autant hâte que vous qu'elle décole de là-bas car je suis à la veille de donner mon âme au diable!"

Les agents de la sûreté se sentent impuissants devant cette force hurlante et affolée qui pourrait comme un torrent déchaîné tout briser sur son passage, si une panique la faisait sortir de ses gonds.

Et puis, voilà! "Cela pourrait se faire" n'équivaut pas à la réponse catégorique que la classe ouvrière attendait et qui consistait en "Je m'engage formellement à faire de la pension de vieillesse une affaire nationale sans m'occuper des provinces" et "à l'avenir, tous les navires canadiens seront construits au Canada"...

Nous savons où nous en sommes, l'hon. M. Bennett a bien fait de venir nous dire lui-même à Montréal qu'il n'était pas de force à conduire le pays vers la prospérité, qu'il n'avait aucun programme arrêté pour résoudre tous ces grands problèmes nationaux.

désir tue le plaisir. La curiosité exaspérée par l'attente se dégonfle comme un pneu crevé, quand la satisfaction tard à venir.

"Comment, ce n'est que cela!" murmuraient les gens mal émus devant la théorie des chars allégoriques de belle allure cependant. On ne pouvait leur reprocher qu'une chose, c'est la monotonie dans la perfection.

Un gros constable, qui se tenait à quatre pour ne pas tomber avec son bâton dans le tas, lui répondit: "Nom d'un chien, j'ai autant hâte que vous qu'elle décole de là-bas car je suis à la veille de donner mon âme au diable!"

Les agents de la sûreté se sentent impuissants devant cette force hurlante et affolée qui pourrait comme un torrent déchaîné tout briser sur son passage, si une panique la faisait sortir de ses gonds.

Un quelq'un qui lui demandait anxieusement: "Va-t-elle enfin venir, la procession?" Un gros constable, qui se tenait à quatre pour ne pas tomber avec son bâton dans le tas, lui répondit: "Nom d'un chien, j'ai autant hâte que vous qu'elle décole de là-bas car je suis à la veille de donner mon âme au diable!"

Nous savons où nous en sommes, l'hon. M. Bennett a bien fait de venir nous dire lui-même à Montréal qu'il n'était pas de force à conduire le pays vers la prospérité, qu'il n'avait aucun programme arrêté pour résoudre tous ces grands problèmes nationaux.

Feu Alphonse Verville

Alphonse Verville est mort. C'est une grande perte pour le Travail Organisé particulièrement pour les "anciens" qui avaient lutté pour l'existence des unions ouvrières, qui en étaient les pionniers dans la province de Québec et lui ont donné la réputation dont il jouit et la place prépondérante qu'il occupe aujourd'hui dans notre vie publique.

Nombreux ils étaient, lundi dernier, ces vétérans, aux funérailles d'Alphonse Verville qui eurent lieu à l'église paroissiale d'Ahuntsic; tous bouleversés de cette mort soudaine que personne



ne prévoyait, car, à part quelques intimes, personne ne soupçonnait même qu'Alphonse Verville fut malade, tant sa bonne mine et son caractère jovial et paisible démentaient l'hypothèse semblable. Mais le sort en avait décidé autrement.

Alphonse Verville était ouvrier plombier de son métier, et l'un des meilleurs connus, il remplit des charges de contre-maître dans différents grands ateliers de Chicago où il était allé se perfectionner et où il devint membre du Travail Organisé, qu'il est resté jusqu'au jour de sa mort. En 1893, il revint à Montréal et prit une part active au mouvement ouvrier tant politique qu'économique, il devint président du local des plombiers, par la suite son agent d'affaires, remplit les fonctions de président du Conseil des Métiers et du Travail pendant deux termes d'office — dans le temps, il était d'usage que le président du Conseil ne fut que pendant deux termes, — il assista à un grand nombre de conventions du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, en devint le président en 1904, pour être réélu successivement à cette charge par acclamation jusqu'en 1910, alors que, en dépit des instances pressantes de ses amis du Canada entier, il refusa une nouvelle nomination, ne voulant pas monopoliser les honneurs de cette charge importante.

Au cours de ses activités parlementaires, il fit partie de nombreuses commissions d'étude, il introduisit entre autres le premier bill décrétant la journée de huit heures pour les employés fédéraux aussi applicable à tous les travaux des départements fédéraux. Ce bill fut rejeté dans le temps, parce qu'il était considéré comme trop précoce et difficile d'application et rencontra la plus vive opposition des milieux patronaux; il était toujours très écouté en Chambre et devint l'un des meilleurs "débatteurs" du Parlement canadien.

Alphonse Verville fut le modèle de l'honnête homme. On peut dire avec raison qu'il a passé en faisant le bien dans toutes les sphères de l'activité humaine. Unioniste sincère, mutualiste convaincu, citoyen et politique intègre, il servira d'inspiration et de modèle aux générations futures, tout particulièrement aux dirigeants de demain du Travail Organisé.

Le MONDE OUVRIER offre à sa famille explorée ses plus profondes sympathies et ses sentiments de condoléance les plus sincères.

JULIEN SAINT-MICHEL. SOCIUS.

LES RELATIONS ENTRE L'EST ET L'OUEST DU PAYS

Dès les premiers jours de juillet prochain, les voyageurs de l'Université de Montréal se mettront en route pour une randonnée de trois semaines à travers le Canada, jusqu'à Victoria, Colombie Britannique. Ce sera le début de la sixième excursion du genre organisée avec le concours du Pacifique Canadien.

Est-il besoin d'insister sur les bons résultats que de tels voyages peuvent avoir pour ceux qui y participent, mais aussi, à un point de vue plus large et plus haut, pour la collectivité toute entière. Notre pays est immense. Si, à certains égards, cette immensité est un avantage, parce que qu'elle suppose de ressources abondantes et diverses, à certains autres, elle est un obstacle, une cause de difficultés.

D'autre part, au point de vue strictement économique, ces voyages sont une initiative exceptionnellement féconde. Le courant d'échanges entre l'Est et l'Ouest est déjà considérable. Il est appelé à se développer avec le Canada lui-même et à resserrer de plus en plus l'indépendance qui déjà

existe entre ces deux grandes sections du pays.

Mais pour déduire, pour prévoir avec le plus de chance d'exactitude, il faut d'abord connaître les faits présents, les apercevoir dans leur cadre et pouvoir les étudier à la lumière du passé.

Les dispositions prises par les organisateurs pour assurer aux voyageurs le maximum de confort et la route suivie, aller et retour, sont précisément celles qui leur permettront d'apercevoir et d'étudier l'Ouest sous tous ses aspects. Le départ du train spécial du Pacifique Canadien, portant les excursionnistes, aura lieu le 5 juillet après-midi et le retour à Montréal, après une randonnée de plus de 6.000 milles, s'effectuera le 26 suivant. M. Victor Doré, président général de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, aura la charge de l'excursion.

Free Band Concerts

Under the provisions of the Will of the late Charles S. Campbell, K.C., Free Band Concerts will be given during the month of July in Public Parks in the City of Montreal by Bands composed of not less than thirty-five musicians on the dates and at the places mentioned below at 8.30 in the evening (Daylight Saving Time):

Table with 4 columns: Date, Day, Place, Band. Lists concert dates from July 1 to 31 and the corresponding bands performing at various parks in Montreal.

It is suggested that persons interested in these Concerts might usefully cut out this Notice so that they may have conveniently before them the date, hour and place of each Concert and the name of the Band which will perform.

Further Concerts will be given during the months of August and September and a list of the Concerts will be published in this paper at the end of the preceding month.

THE ROYAL TRUST COMPANY, Sole Trustee,

Estate Late Charles S. Campbell, K.C.

Le Coin des Unions locales

FERBLANTIERS COUVREURS

Le local No 116 de l'Association internationale des travailleurs de feuilles en métal, section des ferblantiers et couvreurs, a sa dernière assemblée, ces jours derniers, a reçu un fort intéressant rapport de son agent d'affaires, M. Emile Mathieu, sur la situation économique et ouvrière en notre ville. Un bon nombre de nouveaux membres furent initiés. Ceux qui devaient se faire initier, doivent prendre avis, ainsi que tous les membres et officiers du local, que vu la fête de la Saint-Jean-Baptiste, il n'y a pas eu d'assemblée de l'union, et que les nouveaux membres devront se faire initier, à l'assemblée du 1er juillet, à 8 h. précises, au Temple du Travail, 1201 Saint-Dominique. Avis est donné aux membres en retard dans leurs contributions de se mettre en règle avant la fin du mois, afin d'éviter la peine de la suspension de leurs bénéfices, en cas de décès, et ils doivent aussi se rappeler et rappeler aux autres que le taux d'initiation dans le local No 116 est maintenant de \$50.

L'union locale No 251 de Montréal de l'Alliance internationale amalgamée des ouvriers du ferblanc, d'Amérique, se fera représenter au Congrès général de cette organisation, lequel s'ouvrira, à Toronto, le 14 juillet prochain. MM. R. Robineault, ex-secrétaire financier, et Edouard Thibault, vice-président ont été élus délégués pour aller représenter leur local à ce congrès.

FÊTE BIEN REUSSIE

A la faveur d'une température splendide, et au milieu d'un enthousiasme qui ne s'est pas démenti, l'excursion sur l'eau, et le pique-nique organisé par les tailleurs italiens de l'Amalgamated Clothing Workers Union local No 274 de Montréal, a remporté le plus brillant succès. Plus de 800 excursionnistes s'embarquèrent à bord de l'Empress, au bas de la rue Duhaime. Le vapeur remonta le canal Lachine, parcourut la majestueuse lac St-Louis, et poursuivit sa course jusqu'à Carillon et Hudson, puis, redescendit le Carillon-Laurent, en sautant les rapides de Lachine, et accosta vers 3 h. p.m. à l'île Grosbois, où eut lieu le pique-nique.

Il faut dire que durant tout ce long parcours, sur le Saint-Laurent que tout le monde s'accorda à appeler, très justement, le plus beau fleuve du monde, le chant, la musique, la gaieté ne cessèrent de régner dans cette immense foule, dont un grand nombre

n'avaient encore vu un aussi magnifique spectacle.

A l'île Grosbois, dont beaucoup connaissent déjà le site vraiment enchanteur, on dina sur l'herbe, puis commença les jeux. Le clou de la fête, sur l'île, fut incontestablement la partie de base-ball entre deux clubs renommés. Après une lutte, parfois très ardente, et toujours menée avec un grand enthousiasme, le club Savio sortit vainqueur, par un score de 22 à 4. Il y eut distribution abondante de rafraîchissements, et les amateurs du bain s'en donnèrent à cœur-joie.

A la fin des jeux, M. Angelo Pio, organisateur en chef de l'excursion, présenta au club vainqueur de la partie de base-ball, le club "Savio" une splendide coupe, au nom du local et du comité de la fête.

Vers 10 h. p.m., le vapeur reprit sa course vers Montréal, au clair de lune. Ce fut encore un spectacle ravissant, dont tous les témoins retiendront longtemps l'agréable souvenir.

Les organisateurs de cette magnifique et joyeuse excursion étaient M. Angelo Pio, organisateur en chef et Mme A. Pio, MM. S. Fournier, T. Tommaro, Antonio Marelli, P. Marcano, A. Damiani, S. Flacquo, E. Santarelli, G. De Luca, C. Quina, A. Guenta, A. Viau, B. Diana, G. Franciselli et autres.

Parmi les invités d'honneur, on distinguait, MM. Lionel Thibault, organisateur provincial des cordonniers de la B. & S. W. U. et Mme A. L'Espérance, Maurice Morin, Roland Lamothe, Gaston Magnan, Albert Martin, Léonard Saint-Pierre, Ernest Carrière, B. Jarry, et nombre d'autres.

EXCURSION DES TYPOS

C'est à Saint-Jérôme, cette année que l'union typographique internationale Jacques-Cartier, No 145 fera son excursion annuelle; ainsi en a décidé le comité chargé d'organiser cette belle partie de plaisir et auquel l'union a sa dernière assemblée, avait donné carte blanche. La date de cette excursion fut tout d'abord fixée au 27 juillet prochain, mais vu que cette date tombe à la veille des élections fédérales, et qu'il sera tenu des assemblées politiques à Saint-Jérôme, le comité d'organisation de cette fête n'a pu encore définitivement fixer de date précise, mais il est tout probable que ce sera le 3 août prochain.

Un beau programme d'amusements est en préparation, au comité. Nous en publions les détails sous peu.

FÊTE CHAMPETRE

Le local No 52 des dames auxiliaires de la Fraternité Unie des Charpentiers et menuisiers d'Amérique, organise pour le 8 juillet prochain, une grande fête champêtre, au terrain du Bien-être de la Jeunesse, au Bout de l'Île.

Le départ aura lieu, en tramways spéciaux, de la salle des exercices militaires, rue Craig, en face du Champ de Mars, à 8 h. 30 a.m. Il y aura plusieurs prix de présence. On trouvera des billets, chez Mme Bélaire, présidente, au No 368 Champ de Mars. Tous les officiers et membres des unions affiliées ainsi que tout le public est prié d'encourager cette bonne œuvre.

CREATION D'UN MINISTRE FEDERAL DES PECHERIES

Sur motion du premier ministre, les Communes canadiennes ont voté le 2 mai dernier une proposition visant à diviser le ministère des Pêches de la Marine et un ministère des Pêcheries en deux services gouvernementaux distincts, savoir, un ministère de la Marine et un ministère des Pêcheries. Le très honorable M. King expliqua à la Chambre dans les termes suivants les raisons de cette séparation: "On a songé depuis quelque temps que les ressources des pêcheries canadiennes méritaient l'attention d'un ministère séparé. Le Canada est riche en ressources naturelles de l'agriculture, des pêcheries, des forêts, des mines et de l'énergie. Au point de vue de leur valeur, on croit que les pêcheries sont au deuxième rang parmi nos ressources naturelles. Elles sont les plus considérables de l'univers. "La séparation en question effectuée, ajouta le premier ministre, nous procéderons à certains remaniements ailleurs. Nous croyons que l'intérêt général du pays y gagnera beaucoup. Ainsi, le dragage se fait actuellement tantôt par le département des Travaux publics et tantôt par le ministère des Chemins de fer, et le Gouvernement est d'avis que ce service serait beaucoup plus à sa place dans le département spécialement destiné aux choses maritimes. Il y aura donc réorganisation du ministère de la Marine de manière à élargir son champ d'action et à lui permettre d'exercer son autorité plus spécialement sur tout ce qui regarde la navigation. Quant à ce projet de loi, il vise, en donnant un titulaire particulier au service des pêcheries, à promouvoir d'avantage cette industrie."

Une revue financière

La santé économique, c'est l'équilibre entre la production et la consommation. Or les périodes de prospérité prolongées, comme celle de ces dernières années, finissent toujours par susciter chez les producteurs un optimisme excessif, qui provoque une rupture d'équilibre. L'activité industrielle surdéveloppée doit alors se contracter, et le cycle commercial entre dans la phase dite de dépression. Bien que le Canada soit un des pays les moins affectés par la présente réaction, il est possible que le caractère mondial de celle-ci prolonge un peu plus longtemps qu'on ne le croyait tout d'abord le ralentissement qui se fait sentir depuis une dizaine de mois.

La situation économique

Aussi, la légère reprise qui s'annonçait il y a un mois ou deux n'a-t-elle pas encore pris, dans l'ensemble, l'ampleur que divers indices semblaient promettre. Au mois de mars, l'extraction du cuivre — en augmentation de 50 pour cent sur mars 1929 — du plomb, du pétrole et du zinc avait atteint un tonnage record, et la statistique enregistrait en outre de notables accroissements dans la production de l'acier, de l'argent et surtout du nickel. Toutefois, de mars à avril, le rendement des mines a fléchi, sous l'influence d'une demande restreinte et d'une baisse générale des prix des minéraux. L'extraction du charbon a marqué, en avril, un recul de 16 pour cent par rapport au chiffre moyen du même mois au cours des cinq dernières années. Il est vrai que les relevés du premier trimestre de cette année font ressortir, en regard de la même période de 1929, des réductions de 37,600 tonnes dans la production de la fonte, et d'environ 41,000 tonnes dans la fabrication de l'acier. Mais le rendement global de la métallurgie reste néanmoins supérieur à celui du premier trimestre de 1928 et de 1927. L'industrie du bâtiment a subi dans l'ensemble une détente à laquelle il fallait s'attendre, étant donné l'essor extraordinaire qu'elle a pris depuis quelques années, mais elle n'en accuse pas moins encore une situation satisfaisante. Si les contrats conclus au mois de mai représentent une diminution de 27,7 pour cent par rapport à mai 1929 et de 3,9 pour cent par rapport à avril dernier, la valeur totale des constructions entreprises au cours des cinq premiers mois de 1930 n'est inférieure que de 9,5 pour cent aux chiffres exceptionnels de la même période de 1929. Il est intéressant de noter que la diminution porte en grande partie sur les maisons d'habitation; que la construction des locaux destinés au commerce et à l'industrie demeure active, et qu'enfin les grands travaux de génie en cours sont beaucoup plus importants que ceux qui se poursuivaient il y a un an, à pareille époque. De mars à avril, on constate un fléchissement dans l'industrie du bois de construction, dans l'industrie de la chaussure, ainsi que dans l'industrie textile, dont les importations de laine et de coton bruts se sont contractées. On relève en retour, quelque augmentation dans la fabrication du papier-journal, la construction des automobiles, le raffinage du pétrole, le tonnage des chemins de fer, et une notable extension dans la distribution de l'énergie hydro-électrique. La statistique officielle du travail accuse, au 1er mai, la situation la plus favorable qu'on ait encore vue à pareille date, sauf en 1929.

Le commerce extérieur du Canada en avril, dont la valeur s'établit en chiffres ronds à 112 millions, marque, par rapport à mars, un déclin de 82 millions, dont 42 millions dans nos achats et 40 millions dans nos ventes. Toutes les rubriques accusent des diminutions. Les plus importantes sont les suivantes, exprimées en millions de dollars: A l'importation: produits agricoles, 7; produits animaux, 4; fibres et textiles, 8; produits forestiers, 2; fer et acier, 10; métaux autres que le fer; 3; minéraux non métalliques, 4. A l'exportation: produits agricoles, 15; produits animaux, 3; produits forestiers, 9; fer et acier, 3; métaux et autres que le fer, 6.

La situation financière

Les principaux éléments de la situation financière montrent que le ralentissement de l'activité économique n'est pas aussi prononcé qu'il paraît l'être à la lumière des comparaisons injustifiées que l'on fait trop souvent avec l'année dernière, considérée à tort comme un état normal.

La baisse des prix

La courbe des prix de gros constitue un indice significatif de l'évolution de la situation économique. Sur tous les marchés importants du monde, les prix des grandes matières premières et des produits de consommation générale subissent depuis près d'un an, de rares exceptions près, une diminution ininterrompue. Au Canada, l'indice général des prix de gros a touché en mai le niveau le plus bas qu'il eût atteint depuis septembre 1916. Depuis une dizaine de mois, la diminution de la demande, résultant de l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la population agricole de l'Ouest et de la population ouvrière d'autres régions, a d'autant plus accéléré le mouvement de baisse, qu'elle coïncidait avec une offre accrue. On constate en effet, depuis quatre ou cinq ans, dans les principaux domaines de la production, des augmentations si importantes que, dans certains cas, elles sont disproportionnées aux besoins actuels de la consommation. Exception confirmant la règle, l'élevage n'a pas encore pris au Canada toute l'extension que justifieraient les besoins du marché: aussi les prix des viandes de boucherie sont-ils à peu près les seuls qui restent élevés.

La baisse des prix, qui contribue à un ralentissement des affaires dont elle est d'ailleurs l'une des conséquences, est susceptible d'en ramener la reprise. Elle ébranle momentanément la confiance des acheteurs et les engage à différer leurs commandes. Les acheteurs spéculateurs malgré eux guettent le moment où ils estimeront que le prix sont au plus bas point possible. Quand un certain nombre sera d'avis que ce moment est arrivé, il donnera

des commandes, qui enrayeront la baisse et déclencheront en conséquence un mouvement de demande, aussitôt amplifié par l'entrée en scène de tous les acheteurs qui étaient dans l'expectative et dont plusieurs ne disposaient que de stocks réduits.

Le commerce extérieur

Lorsqu'un pays vend plus de marchandises à l'étranger qu'il ne lui en achète, on dit qu'il a une balance favorable de commerce. Quand au contraire, il en achète plus qu'il n'en vend, on dit qu'il a une balance défavorable. Une vieille théorie simpliste, qui trouve aujourd'hui encore des adeptes, veut qu'un excédent d'exportations soit un indice certain de prospérité, et qu'un excédent d'importations accuse nécessairement une mauvaise situation économique. On commettrait une lourde erreur en prenant ainsi au pied de la lettre les mots favorables et défavorables. La statistique du commerce international de plusieurs Etats montre d'ailleurs la fausseté de cette doctrine. On tomberait dans une autre erreur si l'on prétendait que la balance commerciale n'a aucune signification. Sa portée véritable se révèle à l'analyse des exportations et des importations et à l'examen de la balance générale des comptes.

Les exportations présentent en général des avantages évidents, mais elles peuvent parfois devenir préjudiciables. Ainsi, un pays qui livrerait à l'étranger en quantités excessives ses matières premières épuisables comme par exemple des minéraux, ne tuerait-il pas la poule aux œufs d'or? Il est vrai que les importations sont pour un pays une cause d'appauvrissement, lorsque leur importance n'est pas en rapport avec le pouvoir d'achat de la population, ou lorsqu'elles portent sur des objets manufacturés qui font aux produits indigènes une concurrence invincible. Il est cependant des circonstances où un pays trouve profit à acheter plus qu'il ne vend. Dans l'histoire économique du Canada, les périodes de prospérité et d'expansion ont toujours été marquées par une balance défavorable du commerce. Cette apparence anormale s'explique, puisque l'accroissement de l'activité industrielle exige l'achat à l'étranger d'un gros tonnage de matières premières et d'outillage. Or, une grande partie des matériaux importés sert, non pas à la fabrication immédiate de produits commerciables, mais à diverses entreprises de construction et au développement des moyens de production et de distribution. L'enrichissement qui résultera en définitive de cette augmentation des importations ne se traduit donc pas tout de suite par un accroissement des exportations. Les pays qui ont des placements considérables à l'étranger ou qui assument, pour le compte des autres nations, des services de transport, d'assurance ou de banque, en tirent des revenus et des commissions dont la somme dépasse parfois largement l'excédent d'importations que fait ressortir la statistique de leur commerce extérieur.

On voit par là que les rapports internationaux ne se bornent pas à un échange de produits. La balance commerciale n'est que l'un des éléments de la balance générale des comptes. Celle-ci en comporte plusieurs autres, qu'on appelle invisibles parce qu'ils sont moins apparents que les entrées et les sorties des marchandises. — Bulletin Banque Canadienne Nationale.

Le local No 30 de l'union internationale des poseurs de charpente et fer, et constructeurs de ponts métalliques a décidé de tenir une seule assemblée par mois, durant juillet et août. Cette assemblée aura lieu le 1er vendredi de chaque mois. Avis donc aux intéressés.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE AUX PAYS BAS

Le secrétaire de la Commission officielle de conciliation des conflits du travail, à la Haye, a publié une intéressante analyse des résultats donnés par la loi de 1923 sur les conflits du travail pendant les cinq premières années de son application.

La loi de 1923 comporte des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits. Les dispositions concernant la prévention des conflits prévoient les cas où les deux parties demandent de concert au conciliateur officiel de les assister dans l'élaboration d'un accord, sans qu'il soit question de grève ou de lock-out. D'après les rapports annuels sur l'activité des conciliateurs officiels, ce cas ne s'est présenté que huit fois en cinq ans. Les dispositions concernant le règlement des conflits prévoient le recours à une enquête. Pendant les cinq premières années de l'application de la loi de 1923 il n'y a jamais eu d'enquête dans les formes prévues par la loi et il n'a été procédé que deux fois à un arbitrage. En revanche, à de nombreuses reprises les parties ont été amenées à la conciliation. La loi prévoit que les conciliateurs officiels (qui sont au nombre de quatre) se bornent à recueillir des informations et qu'il peut être procédé éventuellement, avec le consentement des parties, à la création d'un conseil de conciliation ou à la nomination d'un conciliateur particulier. En fait, il n'a jamais été constitué de conseil de conciliation et, deux fois seulement, à la suite de l'intervention du conciliateur officiel, d'autres personnes ont rempli le rôle de conciliateurs particuliers.

Pendant les cinq années auxquelles se rapportent les cinq rapports annuels publiés (du 16 avril au 31 décembre 1928), les conciliateurs officiels ont eu à connaître d'environ 400 conflits du travail. Dans 184 cas, ils ont essayé de préter leur intervention. Pour 67 de ces conflits cette tentative semble avoir abrégé le conflit; dans 31 cas, le rapport de cause à effet entre l'intervention du conciliateur officiel et la fin du conflit est douteux; quant aux 85 autres cas, la tentative d'intervention du conciliateur officiel a échoué.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

144 ANS

Brewed in Montreal

since

144 YEARS

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at "La Paillote du National", 510 Chertier Street East, President, J. T. Foster, 747 Stuart Avenue; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photographers' Union, No. 9; Stenographers and Electricians' Union, No. 33; Newspaper Printing Pressmen's Union, No. 39; Amalgamated Lithographers of America, Local 27, President, Thos. Black; vice-president, Walter Forrest; Recorder, Jos. Pelletier; Secretary, Treasurer, James Philip; Room 2, 408 St. James West; Executive, George Brunel, G. Vallières, W. Trudeau, Auditors, J. R. Moore, R. Léger, S. Cusson. Telephone Marquette 7188.

UNION INTERNATIONALE DES BÂTIMENTS COIFFEURS LOCAL 809, VERDUN. — Cette union locale tient ses réunions régulières tous les 1er et 3e vendredis de chaque mois aux bureaux de la rue St-Jacques, No 452. Président, Verdon, le soir, à 8 heures. Président, J. B. A. Bédard, 257, rue St-Jacques; secrétaire, Albert J. Hadley, 452, avenue Hilsken, Verdun.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets every first Saturday at No. 408 St. James Street. Thomas Black, President; Secretary, James Philip; Treasurer, James Philip; Secretary Treasurer, 408 St. James Street. Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m.; Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone, Marquette 7188.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES DECORATEURS LOCAL 349. — Assemblée tous les lundis 1231 St. Catherine Est. Président, J. A. Chertier, 458 rue Chateaubriant; vice-président, Jos. Renaud, 219 McCord; secrétaire correspondant, J. R. A. Bédard, 257, rue St-Jacques; secrétaire, L. P. Boisselle, 7800 rue Saint-Denis; trésorier, R. Robillard, 5255 Bédard; agent, J. Bédard, 257, rue St-Jacques; secrétaire, J. Bédard, 624 Briand, Bureau, 1331 Ste-Catherine Est. tel: Chertier 6511.

ASSEMBLES DES UNIONS INTERNATIONALES

SEMAINE DU 30 JUIN

LUNDI SOIR
Charpentiers-Menusiers, local 1127, au No 7 Craig Est.
Charpentiers-Menusiers, local 134, au No 349 Lagachetière Est.
Peintres, local 349, au No 1331 rue Ste-Catherine Est.

MARDI SOIR
Briquetiers, local No 4, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.
Casquiers, local 33, au No 408 Saint-Jacques Ouest.
Menuisiers, local 21, au No 1331 Sainte-Catherine Est.
Photographes, local 9, au No 408, rue Saint-Jacques.
Peintres, local 349, au 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Ferblantiers-Couvreurs, local 116, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.

MERCREDI SOIR
Relieurs, local No 91, au 7 Craig Est.
Cigarières, local No 58, au 1331 Sainte-Catherine Est.
Travailleurs en fourrure, local 66, au No 1079 rue Berri.
Opérateurs de Vues Animées, local 262, à l'Hôtel Mont Royal, à minute.
Plombiers et Poseurs d'appareils à vapeur, local 14, au Temple du Travail.
Barbiers, local 453, au No 62 Rachel E.
Tailleurs-couturiers, local 317, au No 1264 rue Sainte-Catherine Est.
Cordonniers, local 295, au 1331 rue Ste-No 1241 Ste-Catherine Est.

JEUDI SOIR
Charpentiers-Menusiers, local 178, au No 7 Craig Est.
Charpentiers-Menusiers, local 124, au No 1214 Ste-Catherine Ouest.
Employés de Théâtres, local 56, au No 1245 Avenue de Collège McGill, à minute.
Conseil des Métiers et du Travail, à la Paillote du National, 510 Chertier.

VENREDI SOIR
Cordonniers, local 295, au No 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Constructeurs de ponts et structures en fer, local 307, au 7 Craig Est.
Charpentiers-Menusiers, local 1538, au 1651 rue Letourneau.
Machinistes, local 111, au 7 Craig Est.
Plombiers, local No 1, au Temple du Travail, 1201 rue Saint-Dominique.
Wagonniers, local 231, au No 310 rue Saint-Denis.
Wagonniers, local 606, au No 437 Chemin Lasalle, Verdun.
Commiss de chemin de fer et bateaux, local 108, au No 1679 Berri.

SAMEDI SOIR
Charpentiers-Menusiers, local 1270, au No 455 rue Saint-Laurent.
Typographique Jacques-Cartier No 145, à la Paillote du National.
Typographe, No 176, au No 408 rue St-Jacques Ouest.

DIMANCHE SOIR
Union des Garçons de table, local 169, 255 Ste-Catherine Ouest.

SYNDICALISME EN ANGLETERRE

Si l'industrie anglaise est encore dans un état de dépression grave, il y a indication, par contre, que le syndicalisme regagne le terrain perdu. Tous les grands Trade Unions auront bientôt leurs conventions annuelles, et à peu d'exception près, pourront faire rapport d'un remarquable "come back". L'union des postiers dépasse maintenant le chiffre de 90,000 membres, et les postiers ambulants (mail clerks) sont en augmentation de 4,000. L'union nationale des cheminots, qui, l'année dernière, avait démissionné, dépense un million et demi sterling en paye de grève et de chômage, et dont le fonds tomba alors à un demi million, se voit de nouveau en possession d'un million et demi de livres sterling.

GASTON et GEORGES

LES GARÇONS de la DOW

Via ce que j'appelle un pique-nique GASTON! Regarde-moi ces sandwichs au jambon

... et ceux-ci au fromage au poulet et à la dinde

Ciel! J'ai oublié quelque chose

L'animal a oublié la Bière DOW Old Stock

Je m'en vais te faire un feu en un minute Georges

L'eau m'en vient à la bouche Georges.

Qu'est qu'il y a?

Nom! Alors je vais vous aider à l'attraper

When good fellows get to-gether

CEST La Bière **DOW** Old Stock La Reine des Bières

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de Québec

JOSEPH AINEY, Directeur Général
FRANÇOIS LAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 a.m. à 5 p.m.

Tél. Dépt. des hommes: HA. 621 Local 22
Tél. Dépt. des femmes: HA. 621 Local 23

Entrée des hommes: 8 rue St-Jacques
Entrée des femmes: 61 Notre-Dame E.

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers; Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs et débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leur demande au Bureau Provincial.

Le seul journal ouvrier bilingue de la province de Québec. La meilleure arme entre les mains des travailleurs.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

The only bilingual labor paper in the Province of Quebec. The most efficient medium laborers have ever had.

16e Année — No 26

SAMEDI, 28 JUIN 1930 — MONTREAL — SATURDAY, JUNE 28, 1930

PRICE: 5 CENTS

Wealth and Power

Individual Happiness and Prosperity Best Promoted by Its Equitable Division.

By BERNARD ROSE

Even though one may not wholly concur in the "single tax" views of Henry George, he is nevertheless, if interested in social and economic problems, very often tempted to give extracts from his principal work, "Progress and Poverty."

The single tax theory has not been adopted to any considerable extent, but the keen analysis of conditions which Henry George's principal work contains, has been the means of enlightening thousands, on the injustices and inequalities which persist, notwithstanding the great increases in wealth, that machinery and newer methods of production have been responsible for creating.

We are occasionally told by teachers and philosophers to go back to first principles. One of the most important of these is that, in any civilized community, no man or woman should want for the necessities of life if able and willing to work. A second is, that no community or State can be contented or safe, where there is a large number of citizens always on the edge of want and a very small minority who have a great abundance of all that makes life worth living.

It is because of this difference in possessions, that success has followed the propaganda and programme carried on in several of the more advanced countries by organizations and individuals, who advocate state ownership of the means of production, distribution, and exchange.

There is a very wide distinction to be made between a State that owns and distributes all that is required to sustain human life, and one, the citizens of which enjoy the fullest measure of self-government without having their liberty to work, purchase, and consume, being arbitrarily limited by the State.

There are quite a number of forms of political organization that each have their merits and defects. Insofar as they serve a necessary and useful purpose, they continue to function. When the form of organization is such that those who direct it fail or neglect to take action to safeguard the economic welfare of the majority, there is every likelihood that (since the members of the majority each enjoy the same political rights) these can, or will be exercised, to make laws that will more effectively give the majority the consideration their needs require.

Until quite recently, the rulers of certain States believed in increasing the population, in order that they enjoy that sense of power and grandeur which appealed to their conceit. The peoples over whom they ruled were taught that, as subjects of their monarch, they enjoyed a superiority which others not so fortunately situated did not possess. They were told that happiness was dependent largely upon their country and ruler becoming progressively more powerful; and that it was an honor to even sacrifice themselves for their ruler and country.

Comparisons made between countries with large and small populations on the same level of civilization show that the size of the population is no guarantee that those who live in the larger countries enjoy a greater measure of happiness and prosperity, than those who live in the smaller States.

Democracy permits the humblest citizen to aspire to the highest office in the gift of his fellow citizens. It permits the sincere and unselfish citizen, anxious to promote the welfare of his fellow men, to participate in the work of government.

The candidate for political honors can, because of the opportunity which a seat in the Legislature or Parliament offers, get a nation wide hearing for his views, and if these are sound and capable of being translated into legislation of a remedial nature, earn the gratitude of those who benefit from his patriotic labors.

Medical science is continuously seeking ways and means to eliminate the causes and overcome the effects of the various diseases that now afflict mankind. Research has enabled members of the healing profession to make remarkable discoveries all of which benefit humanity. The same activity must, in every progressive democratic country, be displayed by those who are privileged to serve their fellow men in the nation's political assemblies.

They must not permit themselves to be influenced by institutions and groups that oppose progress because of their fear that it may deprive them of the special privileges which they enjoy, notwithstanding the political fact that such privilege or privileges can only be exercised as long as the majority of citizens, on an equal political footing, permit such exercise.

This led Henry George to say: "This tendency to resist innovation, even though it be improvement, is observable in every special organization—in religion, in law, in medicine, in science, in trade guilds; and it becomes intense just as the organization is close. A close corporation has always an instinctive dislike of innovation and innovators, which is but the expression of an instinctive fear that change may tend to throw down the barriers which hedge it in from the common herd, and so rob it of importance and power; and it is always disposed to guard carefully its special knowledge or skill."

We can thus understand why taxes imposed upon those who are best able to pay them meet with such criticism and opposition. Even though the citizen who is called upon to pay a special income tax enjoys every comfort and luxury, he resents the Government's demand for a small part of his income to be expended for the advantage of the State and its citizens. He wants to continue undisturbed by governments or tax collectors, enjoying that social and economic distinction he does in virtue of his accumulated, inherited, or otherwise acquired wealth.

Although legislatures as a rule are somewhat timid in enacting and enforcing legislation that permits the imposition of direct personal taxation, they realize that their continuance in office is dependent upon the will of the majority who favor this legislation. The great wealth, which the more advanced countries possess because of their resources or trading facilities, make it essential for the State and those who enact its laws and administer its affairs, to prevent any revolutionary change, by the application of political and economic principles embodied in legislation, whereby wealth is more equitably distributed, and the able-bodied citizen given an opportunity to actively engage in some employment or calling, that will give him the means of a livelihood and benefit the State.

As Henry George points out: "What has destroyed every previous civilization has been the tendency to the unequal distribution of wealth and power." This unequal distribution was never more glaringly manifest than it is today, and particularly where the workers enjoy, because of advanced industrial processes, a slightly higher economic status than they do in the less advanced countries.

It is fortunate, from the standpoint of the safety of the State, that a full and frank discussion in and outside of Parliament and through press and platform, can take place, thus awakening and concentrating the interest of all the people upon those questions and problems, the settlement and solution of which make for individual and collective contentment and prosperity.

The Hon. William Frederic Kay

The English Representative in the King Cabinet from Quebec. A Popular Politician.

By BERNARD ROSE

Quebec has always been fortunate in the type of Cabinet representative appointed to more specially voice the views, and promote the interests of the minority from this province.

The English Cabinet representatives were men of excellent judgment, sound common sense, very sincere, and loyal, and staunchly Canadian. They were likewise broad minded enough to recognize and make allowance for differences due to origin, creed, and environment.

The late Honorable James Robb was beloved by all parties. He was modest and singularly free from that hauteur, that occasionally characterizes a minister of the Crown, who thinks that his position is such, that he must be treated with more than ordinary deference.

Ministers from Quebec, both English and French, have been very democratic in their outlook and bearing. One could not want any better type of Minister who possesses great charm, ability of a very high order, and yet is so very approachable, as the Honorable Ernest Lapointe. The same thing must be said of Mr. Lapointe's colleagues, the Honorable Mr. Cardin, and the fighting Solicitor General, the Honorable Lucien Cannon; the Honorable Mr. Rinfret, and the Honorable Senator Dandurand.

These will now have associated with them as the successor of the late Mr. Robb, the very likeable member who, since 1911 has sat in the House represented Brome-Missisquoi.

The Honorable William Frederic Kay, is one of the few members of the House, who can lay claim to having had a first class general and legal education, but values above all else his right to call himself a farmer.

He is never more at home, than when discussing with friends and ac-

quaintances in his county, everything pertaining to the production of food and the raising of stock. He would certainly never be flustered, when called upon to give evidence in court concerning anything and everything relating to farming. He loves the soil, and knows that the legal atmosphere is entirely different to that in which the farmer moves and has his being.

Although a staunch Liberal, and ready to defend his party at all times, he has not incurred the displeasure of his Conservative or Progressive opponents in the House of Commons. They know that he is entirely devoid of malice. He is never vindictive and glad to talk things over in a matter of fact way and discuss questions while having a smoke.

He has a rather serious countenance and could easily be mistaken for the Principal of a school or even a lawyer. Mr. Kay, although so fond of the country and attached to the farm, was born in the Dominion's biggest city on May 18, 1876. He is thus in his early fifties, and from a Cabinet standpoint, at the beginning of his public career. He can rightly call himself a full fledged Canadian, since his father was likewise a native of the Dominion, married to a lady of English birth.

He got a very fine education in England and supplemented it by taking the law course at McGill University, which conferred upon him the B.C.L. degree. He is one of the very few who at the termination of their law course, did not seek admission to the Bar.

The legal knowledge he gained if not utilized to his own pecuniary advantage, enables him to advise his fellow farmers on questions that are of a somewhat legal nature. I dare say that in and around his immediate vicinity, the man first consulted when advice is required is Mr. Kay.

The constituency he represents, was amalgamated because of the decennial census. Brome had the honor of at one time being represented by the Honorable Andrew McMaster.

When the amalgamation took place, Mr. Kay was nominated for and elected to represent the two counties. He was first induced to stand as a candidate for Parliament in the famous election of 1911. In the successive elections of 1917, 1921, 1925, and 1926, he was reelected.

He has quite an intimate knowledge of the procedure of the House, and can be counted upon by his leaders when it is necessary, to continue a debate that requires the special knowledge possessed by those who are engaged in agriculture. He has served a lengthy and successful apprenticeship. His Leader no doubt was convinced, that this justified his selection at the Protestant representative in the Dominion Cabinet.

As a Minister even for the time being without portfolio, he will occupy a position of considerable importance and responsibility. He will be able to convey to his colleagues in the Cabinet the views, impressions and wants of the minority whom he has been appointed to represent.

The Honorable Mr. Kay has earned the promotion given him, because of his loyalty to his chiefs, in his advocacy of the programme and principles of his party and his willingness to serve. He will take an active part in the present Federal elections, and if as he no doubt anticipates, his party will be returned to power, there will open for him a career of great usefulness which will not only redound to his own personal renown, but permit him to make suggestions and recommendations that will be of benefit to his country, province, constituency, and fellow citizens.

Industrial Disputes

Provinces of Quebec and Ontario Should Adopt Industrial Disputes Investigation Act at Next Session. — Has Proven its Worth to Employees of Public Utility Companies.

By BERNARD ROSE

On the occasion of its annual interview with the Prime Minister and members of the Cabinet, representatives of organized Labor in this province have asked that the Government adopt the Industrial Disputes Investigation Act, a step which has been taken by several of the Western provinces.

It is extremely regrettable that the major provinces, with the largest industrial population, have not yet availed themselves of the opportunity to make the Industrial Disputes Investigation Act part of the industrial legislation of their respective provinces.

The Act has more than justified itself. It has very materially contributed to the maintaining of industrial peace. It has enabled the employer and employees in the industries to which it applies discussing in an amicable way the differences at issue and doing their utmost to adjust them.

The Act has also enabled the employees of public utility corporations to secure redress which otherwise would be difficult to obtain. The majority of public utility corporations are financially very powerful, and directed by men of great determination, who, only in exceptional instances, recognize the right of their workers to organize and negotiate agreements in the matter of wages and working conditions.

Through the instrumentality of the Act, thousands of workers have been able to secure recognition and consideration, which they otherwise could not or only after strike was declared, and which they found necessary, in order to make their plight known to the general public, to secure that publicity which awakened sympathy for them and forced the employers to deal with the representatives of their employees.

In the provinces of Ontario and Quebec, where workers in public utilities have a grievance which the employer will not discuss or remedy, they are helpless. Provision may exist for investigation by means of Provincial Acts, but these have not been found to be as satisfactory as the measure which has been invoked in hundreds of cases, and prevented just as many strikes and losses that would otherwise have aggregated millions of dollars through stoppage of work.

Growth in the number, extent, and influence of public utilities, in our own and sister provinces, makes it imperative that, in order to protect the employees of these utilities, the Industrial Disputes Investigation Act be made the law of the province. It is the one measure missing from the Industrial Codes in both Ontario and Quebec.

The tremendous volume of power which is generated and required, in connection with the carrying on of industry, leads to an increase in the number of employees by these companies and it is only fair that these employees, whether organized or unorganized, should feel that they will suffer no injustice, since they can, if circumstances or conditions warrant it, avail themselves of a measure that permits a discussion before members of a Board of Conciliation of their alleged or prospective grievances, the settlement of which is in the interests of both employer and employees, and makes for that efficiency and harmony so essential to the success of enterprises and undertakings carried on under modern conditions.

The Governments of both provinces, and our own in particular, should, when the next speech from the Throne is delivered, declare their intention to enact the Industrial Disputes Investigation Act as the law of the province. Since the Dominion Department of Labor meets all expenses, no added burden would be imposed upon the people of the province nor would the local Government assume any responsibility.

The workers in the different utility plants and local transportation and other agencies, throughout the province, would undoubtedly appreciate action of this kind being taken by our own Government as well as that of Ontario.

of those who found work were able even to secure employment in the same industry. For most of them (54 per cent) the lay off meant a complete change of work so that old skills, learned often through years of training and experience, and bringing high pay, were useless and they had to begin all over again at the bottom and learn a new trade, at lower pay. Trained cutters with years of experience, in the clothing industries found work as attendants at gasoline stations, watchmen in warehouses, clerks in meat markets. A machinist was selling hosiery for a mail order house; a skilled lathe operator was running a mixer in a cement brick plant; a licensed stationary engineer took work

as a caretaker in a public park; a skilled welding machine operator became a farm hand. And so on the story goes. For the older workers the problem of finding new work was far more difficult than the younger. Few of the men over forty-five were able to find work and most of them were out for long periods. The price of our industrial progress is too often paid by the man over 45, who has reached just the age when his children are in their teens and his income counts most for their future.

Two very diverse policies accompany mechanization of industry. The time of the employed worker has become of

(Continued on page 4)

Technological Unemployment

By WILLIAM GREEN, President of the American Federation of Labor.

Technological unemployment is no new thing but the rate at which it has been developing in the past ten years makes it a special problem.

Awake earner must have a job in order to meet his living expenses. As his reserve margins are small, loss of his jobs is the shadow of the great fear that is the background of labor thinking. It is bad to lose a job but it is a catastrophe to lose one trade skill. When craft skill is "transferred to a machine" the craftsman is industrially bankrupt. Craft skill that was an investment of a lifetime of work goes to the industrial scrap heap when scientists find new processes or inventors produce new machines. Their trades are gone because workers must live, they seek jobs in other callings—often at lower incomes and with consequent lower standards of living.

On the other hand technical progress means more things at lower prices and consequently more physical comforts and greater ease of living for greater number of people. Technical progress is the means to higher material civilization. Progress comes from change. Change means dislocation. It is a sad commentary that individual wage earners have paid the social costs of technological progress in industry.

What thought has been given to musicians displaced by music reproductions, to the art of the actor forgotten in the latest movie? To the Morse operator displaced by the Teletype, to the steel worker displaced by a new process, to the carpenter watching a house assembled by units, to the printer turned out by the Teletypesetter. Such workers in thousands have been turned out without jobs, and without the possibility of future employment in the craft in which they have invested their all.

Here are a few of the changes which have made jobs scarce: Take for instance the manufacture of electric light bulbs. In 1918 it took one man a whole day to make forty electric light bulbs. The next year came a machine that made 73,000 bulbs in 24 hours. Each of these machines threw 992 men out of work. In the boot and shoe industry 100 machines take the place of 25,000 men. In the manufacture of razor blades, one man can now turn out 32,000 blades in the same time needed for 500 in 1913. In automobile factories similar changes have taken place. In a middle western state today, a huge machine turns out completed automobile frames almost untouched by human hand. About 200 men are needed to supervise this vast machine, and they turn out between 7,000 and 9,000 frames a day. Compare this with a well known automobile plant in Central Europe where the same number of men are making automobile frames by older methods. They turn out 35 frames a day. In steel blast furnaces 7 men now do the work of 60 in casting iron, and even in the last two years, since 1927 the improvements in technical processes have reduced the necessary work force in the bessemer process by 24 per cent. In machine shops, one man with a "gang" of semi-automatic machines replaces 25 skilled mechanics. Thirty workers with ten machines can now do the work of 240 in the Sun Tube Corporation machine shop. A new machine installed by the DeForest Radio Company will turn out 2,000 tubes an hour with 3 operatives as against 150 tubes from the old machine with 40 operators.

What happens to these displaced workers?

Take the record for all manufacturing industry in the United States. In the decade from 1899 to 1909, production increased 59 per cent. Improved machinery played some part in this increase, but it was largely made possible by taking on more wage earners, for the number of wage earners employed by our factories increased 40 per cent from 1899 to 1909—that is, 1,903,000 more wage earners were taken on to bring about this 59 per cent increase in production. Similarly in the decade from 1909 to 1919, production increased 35 per cent and employment increased 38 per cent. Increased production was made possible by employing 2,481,000 more wage earners. This meant jobs for nearly two and a half million more men and women.

Now in the decade from 1919 to 1929 developments took an entirely different turn. Production increased as before, so that our plants were turning out 42 per cent more in 1929 than in 1919. But this increase was made possible without any increase in the number of wage earners employed. Employment actually decreased 7 per cent from 1919 to 1929. Forty two per cent more goods were produced with 585,000 fewer workers. This general increase was made possible by the introduction of new machinery and modern methods of manufacture. Increasing production instead of creating more work, actually took away 585,000 jobs.

The producing power of the average wage earner increased 11 per cent in the 20 years from 1919 to 1929 (half as long) it increased 53 per cent. These great changes have so limited the number of wage earners needed in our manufacturing industries that men and women are forced to walk the streets, looking for work. To be sure some jobs are created in the service industries, where employment has been increasing in the last decade, but these are not nearly enough to make up for the change in manufacturing.

Although technological unemployment is no new story, the rate at which technical progress has come in the past twenty-five years makes displacement of workers a very different problem. The rapidity and the scope of scientific progress has made technical procedure practically fluid. The period of recent economic prosperity made it possible for industries to install the newest machinery and the newest processes without hesitation. Abundance of capital facilitated the development of new industries.

During June of 1929 industrial production in the United States reached a new record peak. Even this stupendous output failed to supply employment to all seeking work. The records of the American Federation of Labor showed 9 per cent unemployment among trade union workers during that period of record breaking production. In the summer of 1927 the Federation has been sensitive to recurring reports of unemployment from all parts of the country and instituted a system of monthly reports from the local unions in twenty-four industrial centers. The summary of these records is an interesting document. We are satisfied that the sustained high rate reflects among other force unemployment due to mechanization of industry.

Nearly one-third of the wage earners in the United States depend on manufacturing industries for their jobs. Our wage earner population is increasing, while jobs in manufacturing industry decrease. Since 1919 the normal increase in population has brought over five and a half million more persons who want work as wage earners, while jobs in manufacturing have decreased by 585,000. Thus we need more than six million new jobs.

The "newer industries, such as gasoline stations and automobile repair shops, barbershops and beauty parlors, hotels and restaurants, have given work to some of this army of job seekers, for employment has been increasing in these lines. Professional work has also been increasing; there are more teachers, doctors, dentists, oculists. But all these new industries put together have not been nearly enough to take care of the six million who want work. A recent study of 754 persons laid off from manufacturing plants show that only 15 per cent were able to find work in these "newer" industries.

The problem of job adjustment

For a man laid off in a steel mill where new machinery has just been installed, cannot go tomorrow and take up work as a barber, and he certainly is not prepared for the professions. Even in hotel and restaurant work and in gasoline stations, where less training is required, there are new skills to be learned, and men with experience are likely to have preference.

The problem facing these workers are laid off from their job is well illustrated by the above mentioned study, covering 754 wage earners laid off from factories in 3 American cities in 1928. The study showed that it is by no means easy to find work. Of those who were able to find employment, only 11.5 per cent were able to find a job in less than a month's time. Over 60 per cent, that is nearly two-thirds, had been out of work for more than 3 months, and 32 per cent nearly one third, were out for six months or more. Thirty-five persons or 5 per cent, had been out for a year.

Most of these wage earners had to support themselves and their families by drawing out their savings accounts during this long period of unemployment. Less than one-third (only 31 per cent) were able to find temporary employment of any sort. This meant serious privation and often permanent lowered living standards for their families. Children at school have to go to work at times like these; boarders must be taken in, often overcrowding the family; debts are run up at the grocer's and other stores; and savings accounts, often put by through years of sacrifice in order to give the children a chance, are drawn out and the children never have the start in life that would enable them to make something of their abilities. The study shows that of the men who were able to find new work, nearly half (48 per cent) had to take a lower salary meaning a further reduction in the standard of living, a further sacrifice for father and mother, and more lost opportunities for the children.

The problem of adjustment, of learning new skills in new jobs is also well brought out by this study. Less than one-tenth of those wage-earners who were laid off were able to get back again to their old jobs. Only one-third

Improved Passenger Train Service

between

MONTREAL and QUEBEC

COMPLETE SERVICE

Eastbound

Eastern Standard Time	354	352	350	356	358
	Frontenac	Day Local	Windsor	Viger	Night Exp
Dep. Montreal	A.M. 9:15*	.....	P.M. 12:10†	.....	P.M. 11:15*
Windsor Stn.	9:25	.....	12:17	.....	11:21
Westmount	9:30	.....	12:25	.....	11:27
Montreal West	.....	.....	.....	.....	.....
Place Viger	.....	10:00	.....	4:00*	11:40*
Mile End	.....	10:15	.....	4:15	12:05
Arr. Trois-Rivières	11:50	12:55	2:35	6:22	3:45
Arr. Quebec	12:07	3:30	4:57	8:45*	6:17
	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.	A.M.

Westbound

Eastern Standard Time	349	351	353	355	357
	Windsor	Day Local	Frontenac	Viger	Night Exp
Dep. Quebec	A.M. 7:30	7:50†	12:30*	4:00*	11:30*
Arr. Trois-Rivières	9:30	10:15	2:25	6:00	2:05
Montreal	.....	.....	.....	.....	.....
Mile End	.....	1:05	.....	8:30	5:25
Place Viger	.....	1:20	.....	8:45*	5:45*
Park Avenue	11:43	.....	4:40	.....	.....
Montreal West	11:50	.....	5:00	.....	6:10
Westmount	12:07	.....	5:07	.....	6:17
Windsor Stn.	12:15†	.....	5:15*	.....	6:25*
	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.	A.M.

*Daily; †Except Sunday.

Excellent Connections at Trois-Rivières for Shawinigan Falls and Grand'Mere

MODERN EQUIPMENT

New type first-class car, smoking car, dining car, parlor car and observation buffet lounge car on fast day trains. Coaches, standard sleeping cars, compartment lounge car and single room "Chambrette" sleeping car on night trains.

For further information, reservations, etc., apply to City Ticket Office, 301 St. James St. W., phone HA208; 4211, Dominion Sq. Bldg. Ticket Office, phone MARquette 6262, or Windsor, Place Viger, Mile End, Westmount and Montreal West Stations.

CANADIAN PACIFIC
WORLD'S GREATEST TRAVEL SYSTEM

A small price to pay for such luxury in green tea

"SALADA"

(GREEN)

JAPAN TEA

'Fresh from the gardens'

